

Que proposez-vous aux retraité.e.s,

Garantir une retraite digne

Revalorisation des pensions retraite, passer à 1500€ euros minimum par mois pour une carrière complète et 1063 euros pour le minimum vieillesse.

Porter a minima au niveau du SMIC revalorisé toutes les pensions pour une carrière complète, et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté

Restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous après quarante annuités de cotisation avec une attention particulière pour les carrières longues, discontinues et les métiers pénibles

Maintenir l'équilibre des retraites en soumettant à cotisation patronale les dividendes, participation, épargne salariale, rachats d'action, heures supplémentaires, en augmentant de 0,25 point par an le taux de cotisation vieillesse et en créant une surcotisation sur les hauts salaires

Rétablir les facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron

Prendre en compte le revenu de solidarité active (RSA) pour valider des trimestres en vue de la retraite

Indexer le montant des retraites sur les salaires

Que proposez vous aux étudiants

Refonder l'enseignement supérieur

Supprimer la sélection à l'université aggravée par Parcoursup

Créer des nouvelles places pour répondre aux besoins, en particulier en première année et dans les formations courtes de l'enseignement supérieur

Instaurer la gratuité de l'enseignement supérieur, de la licence au doctorat

Abroger l'augmentation des frais d'inscription décidée par Macron pour les étudiants étrangers

Redonner à l'enseignement supérieur et à la recherche les moyens nécessaires en les fondant sur des financements pérennes et une augmentation pérenne du budget

Remplacer les lois relatives aux libertés et responsabilités des universités (LRU) et Fioraso pour en finir avec la mise en concurrence des universités, rétablir le cadre national des diplômes, des recrutements et une véritable démocratie universitaire

Mettre en place un service de santé universitaire doté d'effectifs suffisants permettant l'accès gratuit à la santé, à la prévention et à un accompagnement psychologique

Aligner par le haut les moyens octroyés entre filières (classes préparatoires, écoles post-bac liées aux formations sanitaires et sociales, grandes écoles publiques...)

Construire 15 000 logements étudiants supplémentaires par an, rénover et remettre aux normes de sécurité et environnementales les logements existants

Que proposez-vous aux privé.e .s d'emploi,

Garantir un emploi stable pour chacun

Réaffirmer le contrat à durée indéterminée (CDI) comme la forme normale et générale de travail

Instaurer un quota maximal de contrats précaires dans les entreprises : 10 % pour les petites et moyennes entreprises (PME), 5 % pour les grandes entreprises

Abroger les ordonnances Pénicaud et la loi El Khomri et rétablir le « principe de faveur » : un accord d'entreprise doit être plus favorable qu'un accord de branche, lui-même plus favorable que la loi

Appliquer la présomption de salariat aux travailleurs des plateformes numériques (Uber, Deliveroo...) et tous les salariés faussement considérés comme indépendants

Encadrer la sous-traitance en garantissant par la loi la responsabilité et les engagements des donneurs d'ordre vis-à-vis de leurs sous-traitants (clauses de « responsabilité sociale », contrats de site...)

Rétablir une assurance-chômage protectrice

Refuser la réforme Macron et indemniser les chômeurs en fonction de leurs derniers salaires grâce à une assurance calculée à partir du premier jour de travail

Élargir la médecine du travail aux chômeurs, avec visite obligatoire au-delà de six mois

Indemniser les chômeurs dès le premier jour de la fin de contrat

Supprimer l'obligation d'accepter une soi-disant « offre raisonnable d'emploi »

Cesser la radiation des chômeurs à la première absence à un rendez-vous et en finir avec la logique de radiation au moindre prétexte pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage

Lancer des grands chantiers écologiques, créateurs d'emplois

Créer au moins un million d'emplois grâce à l'investissement dans la bifurcation écologique et sociale

Engager un plan global de rénovation de nos infrastructures pour les adapter au changement climatique

Accélérer la modernisation et l'adaptation des lignes à haute tension pour réduire l'impact environnemental

Rénover l'intégralité des réseaux d'eau et d'assainissement pour limiter les fuites

Que proposez-vous aux salarié.e.s,

Augmenter les salaires et réduire les inégalités salariales dans l'entreprise

Porter immédiatement le SMIC mensuel à 1 500 euros net et accompagner les TPE/PME

Organiser une conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche, qui aborderont notamment :

-les écarts de salaires : limiter l'écart de 1 à 20

-la répartition de la valeur : fixer un seuil minimal pour les revalorisations salariales, afin que la somme consacrée aux revalorisations salariales soit au moins égale à la croissance du retour à l'actionnaire

-la formation, les parcours professionnels et les conditions de travail

Réduire le temps de travail et faire naître une société du temps choisi

Convoquer une conférence nationale sur la réduction du temps de travail et la prise en compte de la pénibilité, qui abordera notamment :

-le rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures, par la majoration des heures supplémentaires

-le passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement, et leur généralisation par la négociation collective

Remettre en cause les autorisations de travail le dimanche

En finir avec la flexibilisation, l'annualisation contrainte, l'intensification et les horaires fractionnés

Que proposez-vous aux fonctionnaires,

Revaloriser le traitement des fonctionnaires et dégeler le point d'indice

Interdire les parachutes dorés et les retraites chapeaux

Proposer aux contractuels des fonctions publiques d'être titularisés

Que proposez-vous aux enseignant.e.s

Recruter 30 000 personnels statutaires dans l'enseignement supérieur et la recherche en cinq ans et revaloriser tous les personnels, y compris techniques et administratifs

Mettre fin à la précarité des personnels de l'enseignement supérieur par la titularisation de ceux qui effectuent des missions pérennes et en abrogeant la loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030

Revaloriser les personnels de l'Éducation nationale et renforcer les moyens :

Rattraper et mettre fin au gel du point d'indice, revaloriser les grilles salariales en engageant une négociation avec les organisations syndicales

Adopter un plan pluriannuel de recrutement pour l'ensemble des concours, avec un dispositif de prérecrutement au métier d'enseignant favorisant l'accès des jeunes de tous les milieux sociaux, créer des écoles professionnelles de l'enseignement

Reconstruire une école globale pour l'égalité et l'émancipation

Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique, y compris le transport et les activités périscolaires, fournir gratuitement aux élèves les manuels scolaires, ainsi que des fournitures sans marque,

Aller vers la gratuité des cantines scolaires en lien avec les collectivités locales

Assurer l'égalité devant l'école :

Réduire partout les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne,

Permettre la scolarisation dès 2 ans pour les parents qui le souhaitent

Objectif « zéro décrocheur » : renforcer les dispositifs de rattrapage scolaire en proposant des accompagnements collectifs et individuels adaptés

Établir une nouvelle carte scolaire intégrant les établissements privés, et une carte de l'éducation prioritaire qui réponde aux besoins éducatifs et mette fin à la ségrégation scolaire,

Moduler le financement des établissements privés sous contrat en fonction de leur respect de la carte scolaire et des obligations de mixité scolaire

Mettre fin aux évaluations et aux contrôles permanents en affirmant la liberté pédagogique,

Restaurer le cadre national du service public d'éducation :

Garantir le caractère unifié du service public de l'éducation nationale sur les contenus d'enseignement, les modalités de recrutement et les statuts des personnels

Rétablir le diplôme national du baccalauréat, abroger les contre réformes Blanquer du lycée et de la voie professionnelle

Abroger la loi Carle, qui oblige les mairies à financer les écoles privées d'autres communes

Interdire les subventions extralégales des collectivités territoriales à l'école privée

Faire de l'école le levier de la bifurcation écologique et démocratique :

Intégrer l'enjeu écologique dans les programmes de la maternelle au lycée et introduire de nouveaux enseignements pratiques (réparation, construction, cuisine, jardinage...)

Porter l'alimentation dans les cantines scolaires à 100 % biologique et locale, réduire la part des protéines carnées au profit des protéines végétales et imposer une option végétarienne quotidienne

Construire de nouveaux établissements et rénover le bâti existant afin de prendre en compte les enjeux sanitaires et environnementaux (désamiantage notamment)

Étendre le droit de réunion et d'association pour les lycéennes et lycéens

Que proposez-vous aux AESH

Créer un véritable service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, avec un nouveau corps de fonctionnaires, en formant et titularisant les actuels AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap)

Que proposez-vous aux ATSEM, aux AED...

Renforcer partout les effectifs de la vie scolaire et reconnaître leur rôle pédagogique (assistants d'éducation, assistants pédagogiques)

Mettre en place une aide administrative et éducative aux directeurs d'école et améliorer le mode de décharge d'enseignement pour tous les directeurs d'écoles maternelle et élémentaire

Renforcer la médecine scolaire en garantissant le nombre de personnels par établissement

Que proposez-vous à l'ensemble des femmes,

-l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (salaires, formations, carrière, promotions...) : augmentation des sanctions financières et pénales (amendes, refus d'attribution de marchés publics),

-les augmentations de salaires, notamment pour les métiers occupés majoritairement par des femmes dans les secteurs du soin, du lien et du contact.

Réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes

Adopter une loi de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes, et allouer le milliard de budget contre les violences faites aux femmes demandé par les associations notamment en matière de formation et de places d'hébergement

Imposer et faire appliquer la parité entre les femmes et les hommes dans les directions des institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives

Renforcer le planning familial et les associations qui agissent pour l'égalité

Lutter contre le temps partiel contraint qui à 80 % touche des femmes

Rembourser le traitement hormonal de la ménopause

Soutenir la recherche médicale sur les maladies gynécologiques (endométriose, SOPK, etc.) afin d'améliorer leur prise en charge et leur traitement

Mettre en œuvre un plan de lutte contre le harcèlement sexiste et les agressions sexuelles

Renforcer le réseau des centres IVG en ouvrant un centre par hôpital et supprimer la double clause de conscience des médecins

Lutter contre les stéréotypes de genre à l'école

Abolir la prostitution et garantir la dignité de la personne, renforcer les moyens dédiés à la lutte contre la traite et les violences liées à la prostitution

Que proposez-vous à l'ensemble des citoyen.ne.s,

Voici qu'un jour nouveau redevient possible. Celui où gouvernera la volonté d'harmonie entre les êtres humains et avec la nature. Celui où est donnée la priorité aux ruptures écologiques et sociales que notre époque impose quand s'installe le changement climatique et se répandent des inégalités de fortunes telles que vingt personnes possèdent autant que trois milliards de leurs semblables. Celui qui en finit avec les maltraitances des politiques libérales et fait reculer l'emprise de l'extrême droite. Si la France le veut, avec les élections législatives, elle peut faire naître ce jour nouveau.

Pour cela, nos organisations ont formé une Nouvelle Union populaire qui assume sa vocation écologique et sociale. Elles proposent ensemble des candidatures communes dans chaque circonscription autour d'un programme partagé. Une majorité devient alors possible pour le mettre en œuvre.

des demandes essentielles.

Par exemple le blocage des prix,

l'augmentation du SMIC,

la négociation générale dans chaque branche en vue de la hausse des salaires,

le milliard pour lutter contre les violences faites aux femmes seront actés

et la réforme pour la retraite à soixante ans engagée.

L'interdiction du glyphosate, des fermes-usines, du broyage des animaux vivants seront actés.

La planification écologique, la réponse à la crise de l'eau et la lutte contre la « malbouffe » engagées.

La 6e République et le référendum d'initiative citoyenne seront mis à l'ordre du jour.